

L'importance de la «nouvelle route de la soie» chinoise pour les Etats de l'Asie du Sud-Est

INFRASTRUCTURE COMMERCIALE. Alors que les Etats-Unis menacent de se détourner du libre-échange international, la Chine cherche à resserrer ses liens avec l'économie mondiale.

PATRICK SCHEURLE*
NICK GANDOLFO**

«Eviter les demi-mesures», telle semble être la devise de Xi Jinping, le président chinois, en matière de politique extérieure et économique. Le programme «Une ceinture, une route», plus connu en Suisse sous le nom de «nouvelle route de la soie», a vu le jour en 2013. Il s'agit du plus grand projet d'infrastructures intercontinentales jamais créé. Le programme a pour but de créer une infrastructure commerciale asiatique, avec pour point central la Chine, et de relier le pays avec l'Europe, l'Eurasie, l'Asie du Sud-Est et même l'Afrique. Il comprend la construction de routes, de réseaux ferrés, de pipelines, de ports, d'aéroports, de centrales électriques et de zones industrielles.

Jusqu'à présent, plus de 100 Etats et organisations internationales y ont adhéré. Selon l'agence de notation Fitch, la Chine prévoit de mettre chaque

année 150 milliards de dollars, et jusqu'à 900 milliards de dollars au total à disposition pour le projet. Au vu de l'importance des montants, il n'est pas éton-

entreprise. Si l'on considère les liens économiques étroits entre la Chine et l'ASEAN (la Chine est le plus important partenaire commercial de l'ASEAN depuis

et le renforcement de relations commerciales. Il rejoint donc les objectifs de la nouvelle route de la soie. Pour mettre en œuvre les initiatives prévues dans le

tuer une partie de ces nécessaires investissements. La nouvelle route de la soie pourrait ainsi non seulement soutenir de manière considérable les Etats-membres de l'ASEAN dans le développement et la revalorisation de leurs infrastructures, mais également relancer l'économie des marchés locaux et ouvrir des possibilités commerciales pour les petites et moyennes entreprises. Il sera intéressant de voir s'il pourrait en résulter un effet multiplicateur tout au long de la chaîne de création de valeur.

Ces projets d'infrastructures pourront par ailleurs permettre un meilleur raccordement des régions rurales et exercer ainsi une influence positive sur des secteurs jusqu'à présent économiquement faibles. De plus, à la condition d'une embauche de salariés locaux, à une rémunération équitable, les projets pourraient aussi créer de nouveaux emplois de subsistance et contribuer à réduire encore la pauvreté dans les Etats-membres de l'ASEAN. On

ne peut pas savoir pour l'instant si les investissements attireront en outre des capitaux privés et/ou étrangers.

Contre-productif

Toutefois, les investissements chinois vont également de pair avec des exigences. L'un des revers de la médaille est que les Etats-membres de l'ASEAN devront accepter certaines conditions chinoises pour pouvoir bénéficier des investissements. Et parmi elles, par exemple, l'obligation d'utiliser exclusivement des technologies et des appareils chinois. Ceci pourrait s'avérer contre-productif pour le développement économique dans les Etats-membres de l'ASEAN. La concurrence facilitée par la nouvelle route de la soie au sein des Etats destinataires pourrait elle aussi se répercuter de façon négative sur la stabilité de l'ASEAN.

* CEO BlueOrchard

** Regional Manager Asie du Sud et du Sud-Est & Pacifique



L'UN DES REVERS DE LA MÉDAILLE EST QUE LES ETATS-MEMBRES DE L'ASEAN DEVRONT ACCEPTER CERTAINES CONDITIONS CHINOISES POUR POUVOIR BÉNÉFICIER DES INVESTISSEMENTS. PARMILLES, L'OBLIGATION D'UTILISER EXCLUSIVEMENT DES TECHNOLOGIES ET DES APPAREILS CHINOIS.



nant que certains pays considèrent cette initiative avec un certain malaise, et la voient comme un ballon d'essai, pour accroître l'influence géopolitique de la Chine dans la région. Il est d'ailleurs incontestable que la nouvelle route de la soie renforcera l'influence de la Chine sur ses pays voisins.

Les Etats-membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sont au cœur du programme, avec des projets tels que la ligne à grande vitesse prévue au Laos. Ils pourraient devenir les grands gagnants de cette

2009, et l'ASEAN est le troisième partenaire commercial de la Chine depuis 2011) ainsi que l'immense marché offert par les Etats-membres de l'ASEAN en tant que septième espace économique du monde, on comprend parfaitement que la Chine accorde une priorité maximale à ces pays.

En septembre 2016, l'ASEAN a adopté son «Master Plan on Connectivity 2025 (MPAC 2025)». Ce dernier accorde une attention particulière à l'initiative visant à soutenir l'infrastructure, le commerce, les investissements

MPAC, les Etats-membres de l'ASEAN devront mobiliser des investissements importants. Selon des estimations de la CNUCED, des investissements d'environ 100 milliards de dollars seraient nécessaires chaque année pour couvrir les besoins en infrastructures des Etats-membres de l'ASEAN.

Le programme «Une ceinture, une route» soutenu financièrement aussi bien par le gouvernement chinois et des banques chinoises que par la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) pourrait effec-

Trump prévient la Russie qu'il va frapper la Syrie

MOYEN-ORIENT. Le président américain a avisé Moscou de se tenir prêt. Moins d'une semaine après le bombardement à l'arme chimique de Douma, une frappe occidentale se précise.

Le président américain Donald Trump a averti hier matin la Russie de frappes imminentes contre la Syrie, peu après que Moscou eut mis en garde contre tout acte pouvant «déstabiliser la situation déjà fragile dans la région».

Dans un tweet matinal, Donald Trump s'en est pris à la Russie, soutien indéfectible du régime de Bachar al-Assad, accusé d'être responsable d'une attaque chimique présumée près de Damas. «La Russie jure d'abattre n'importe quel missile tiré sur la Syrie. Que la Russie se tienne prête, car ils arrivent, beaux, nouveaux et intelligents!» Vous ne devriez pas vous associer à un Animal qui Tue avec du Gaz, qui tue son peuple et aime cela», a menacé le président américain.

Moscou a opposé mardi son veto au Conseil de sécurité de l'ONU à un projet de résolution américain visant à créer un mécanisme d'enquête indépendant sur le recours aux armes chimiques en Syrie.

Les frappes américaines, une me-

nace que Damas a aussitôt qualifiée d'«escalade dangereuse», doivent viser «les terroristes» et non «le gouvernement légitime» syrien, a répliqué la Russie, qui avait déjà mis en garde contre tout acte pouvant «déstabiliser» la région.

«Nous espérons encore que toutes les parties vont éviter tout acte qui ne serait en réalité en aucun cas justifié», avait déclaré le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, jugeant la situation actuelle «très tendue».

«Provocations»

La Russie a en outre insinué que les frappes américaines pourraient servir à «effacer les traces des provocations» que les Occidentaux dénoncent comme une attaque à l'arme chimique.

«L'idée serait-elle d'effacer rapidement les traces de provocations par des frappes de missiles intelligents, et les inspecteurs n'auront plus rien à trouver en termes de preuves?», s'est interrogée sur Facebook la porte-pa-

role de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

La veille, l'ambassadeur russe au Liban Aleksander Zasytkin s'était fait menaçant sur la chaîne Al-Manar, basée au Liban et gérée par le Hezbollah: «En cas de frappe américaine (...) les missiles seront détruits, de même que les équipements d'où ils ont été lancés».

Face à cette escalade verbale, Donald Trump a estimé mercredi dans un autre tweet que les relations entre les Etats-Unis et la Russie étaient «pires aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été, y compris pendant la Guerre froide».

Malgré ce climat tendu, les Occidentaux, Etats-Unis et France en tête, ont redoublé ces derniers jours de détermination.

«La France mettra tout en oeuvre contre l'impunité chimique», a assuré mardi l'ambassadeur français à l'ONU François Delattre. Elle annoncera «dans les prochains jours» la «décision» sur sa riposte, en coordination avec les

alliés américain et britannique, a précisé à Paris le président Emmanuel Macron.

Au Conseil de sécurité, deux projets n'ont pas réuni suffisamment de voix pour être adoptés.

Un climat de Guerre froide.

L'ambassadeur de Russie aux Nations unies, Vassily Nebenzia, a justifié le 12^e veto russe en sept années d'un conflit qui a fait plus de 350.000 morts, par la volonté de «ne pas entraîner le Conseil de sécurité dans des aventures». L'Organisation internationale sur les armes chimiques (OIAC), un organisme dont le mandat est d'enquêter sur une attaque présumée mais qui n'a pas la responsabilité d'en identifier les responsables, a annoncé mardi l'envoi «sous peu» d'une équipe en Syrie pour faire la lumière sur ce qui s'est passé à Douma.

Selon les Casques Blancs, les secouristes en zones rebelles, et l'ONG médicale Syrian American Medical Society, plus de 40 personnes ont été tuées samedi

dans ce dernier bastion rebelle dans la Ghouta orientale, aux portes de Damas, tandis que plus de 500 blessés ont été soignés, notamment pour des «difficultés respiratoires».

L'OIAC a été invitée par Damas, qui, comme Moscou, nie l'existence d'une telle attaque chimique.

Au-delà d'éventuelles frappes contre le régime, les mises en garde de Donald Trump affirmant que Damas, mais aussi ses soutiens, la Russie et l'Iran, devraient «payer le prix fort» ont tendu encore plus le climat de Guerre froide. Moscou et Téhéran accusent Washington de chercher un «prétexte» pour frapper le pouvoir syrien.

Emmanuel Macron a d'ailleurs pris soin de préciser que d'éventuelles frappes françaises viseraient «à s'attaquer aux capacités chimiques détenues par le régime» et non pas aux «alliés» de ce dernier. «Nous ne souhaitons aucune escalade dans la région», a-t-il assuré.

Face au risque d'attaques, l'armée syrienne a placé ses forces «en état d'alerte» pour les jours à venir dans les aéroports et les bases militaires du pays, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

1700 morts

Dans les rues de la capitale, des Syriens semblaient rester de marbre face aux menaces. «Personne n'a peur d'une frappe», lance sur un ton de défi Amal, ingénieure de 27 ans. «On sait que tout ce qu'ils font, c'est pour miner (...) l'engagement de l'armée qui libère les régions» tenues par la rébellion.

A Douma, le dernier groupe insurgé Jaich al-Islam est en train de quitter la ville après plusieurs semaines de bombardements intensifs du régime, qui ont fait plus de 1700 morts dans les secteurs rebelles de la Ghouta orientale. Des dizaines de milliers de personnes, combattants de deux autres groupes insurgés et leurs familles, ont déjà été évacués. — (afp)

AGEFI

ADRESSE CENTRALE:
Nouvelle Agence Économique et Financière S.A.
Route de la Chocolatière 21
Case postale 61 – 1026 Echandens-Denges
Tél. +41 (0)21 331 41 41
Fax +41 (0)21 331 41 10
agefi@agefi.com

Zurich:
Hallenstrasse 10
Postfach 2071 – 8034 Zurich
Tél. +41 (0)44 254 39 20

Genève:
Rue des Bains 26 – 1205 Genève
Tél. +41 (0)21 331 41 41

Président du conseil d'administration:
Raymond Loretan

CEO et rédacteur en chef:
Fathi Derder
Rédacteur en chef adjoint:
Luc Petitfrère – 021 331 41 24
Rédacteur en chef adjoint:
Nicolas Gay-Balmaz – 021 331 41 14

RÉDACTION: redaction@agefi.com
Christian Affolter – 021 331 41 85
Marchés, entreprises
Pierre Bessard – 079 634 45 26
Politique
Elsa Floret – 022 552 33 29
Entreprises, place financière
Johan Friedli – 021 331 41 84
Entreprises, technologies
Marine Humbert – 021 331 41 54
Web, multimédia
Matteo Ianni – 021 331 41 83
Entreprises

Piotr Kaczor – 044 254 39 23
Place financière
Sophie Marenne – 021 331 41 00
Entreprises, start-up
Levi-Sergio Mutemba – 079 953 68 20
Marchés & produits
Philippe Rey – 044 254 39 22
Entreprises, place financière
Caroline Spir
Journaliste Lifestyle
Leila Ueberschlag – 021 331 41 54
Entreprises, start-up
Edition (soir):
Eric Loup, Arnaud Rakotondramanana
Serge Rapin, Piotr Studzinski
Informatique IT, production:
Guy-Marc Aprin – 021 331 41 07 – it@agefi.com
Agences: ATS, AWP, AFP
Imprimerie:
Mittelland Zeitungsdruck AG (Aarau)

DIRECTEUR COMMERCIAL:
Olivier Bloch

Responsable du développement:
Lionel Rouge – 021 331 41 18

VENTES (PUBLICITÉ):
Norbert Fouchault
(Suisse romande - Tessin - International)
079 964 65 66 – n.fouchault@agefi.com
Beatrice Leuenberger
(key account Suisse alémanique)
044 254 39 21 – b.leuenberger@agefi.com

Représentations internationales:
Allemagne, BENELUX, Grande-Bretagne, France, Italie sur
www.agefi.com/pubinter

Envoi de matériel publicitaire (annonceurs):
pub@agefi.com

COMPTABILITÉ, ADMINISTRATION:
Patricia Chevalley,
Service client lecteur et annonceur:
Elise Choasson – 021 331 41 72
Perrine Pingat – 021 331 41 40

Marketing:
Mila Bozic – 021 331 41 06
Pierrick Wulliamoz – 021 331 41 06

Abonnements:
Martine Duperré
Tél. +41 (0) 21 331 41 41
Fax. +41 (0) 21 331 41 10
E-mail: abo@agefi.com

Abonnement annuel:
CHF 700.– inclus tous les suppléments
et les archives du site (TVA 2,5% incl.)

Ventes en kiosques:
Naville (Genève), Valora AG (Bâle)

Impressum